

Ce rapport a été élaboré par OCHA Haïti avec la contribution des partenaires humanitaires. Il contient les dernières informations disponibles au 22 septembre 2022.

POINTS SAILLANTS

- Depuis le lundi 12 septembre 2022, Haïti est secoué par des mouvements de contestation sociale parfois violents qui paralysent le pays, y compris les activités des partenaires humanitaires.
- Des barricades ont été érigées à travers les rues des grandes villes du pays et les déplacements sont difficiles, limitant l'accès aux denrées alimentaires et à l'eau. La crise d'approvisionnement en carburant s'est accentuée et perturbe gravement la fourniture d'électricité et les télécommunications.
- Après une semaine d'arrêt, l'activité économique reprend au ralenti. Les pillages et tentatives de pillages de commerces ainsi que des attaques de bâtiments privés et publics ont été signalés dans plusieurs villes du pays, dont la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), Les Cayes, Port-de-Paix, Gonaïves et Jérémie.
- Les partenaires humanitaires ont également fait part de pillages d'entrepôts de stockage et de tentatives d'effraction dans leurs locaux.
- Alors que la situation a forcé l'arrêt de nombreuses activités humanitaires, les besoins de la population haïtienne s'aggravent et les conditions de vie des plus vulnérables se détériorent, notamment dans les sites de personnes déplacées de la ZMPP.
- La crise actuelle accentue encore davantage le défi que représente l'accès humanitaire dans l'ensemble du pays. C'est une priorité pour les acteurs humanitaires afin de garantir que les populations vulnérables puissent recevoir de l'aide.
- La coordination entre les entités des Nations Unies et avec les partenaires humanitaires permet de mieux identifier non seulement l'impact sur les populations vulnérables mais également les opportunités d'agir dès que la sécurité le rend possible.



Map Sources: ESRI, UNCS, The Times Atlas of the World. The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations. Map created in Sep 2013.

APERÇU DE LA SITUATION

Depuis la fin du mois de juillet 2022, Haïti connaît des mouvements de protestation sociale qui ont progressivement gagné de l'ampleur, paralysant régulièrement les activités dans les grandes villes de province pour quelques heures voire quelques jours, jusqu'à atteindre un niveau critique depuis lundi 12 septembre 2022 dans l'ensemble du pays.

L'insécurité, l'augmentation du coût de la vie et la crise de distribution du carburant sont au cœur des protestations.

La situation humanitaire en Haïti s'est aggravée au cours des dernières années avec une croissance de l'insécurité. Depuis juin 2021, le contrôle des gangs sur la zone métropolitaine de Port-au-Prince s'est significativement étendu. Dans l'insécurité générale, la population se retrouve prise au piège de leurs affrontements dans les quartiers assiégés ou dans l'impossibilité de se déplacer librement vers la capitale via les axes routiers sous leurs contrôles. L'accès aux populations vulnérables s'en trouve affecté, comme l'a été au cours des 12 derniers mois l'acheminement de l'aide humanitaire aux communautés du grand Sud touchées par le séisme du 14 août 2021.

Cette situation a participé au ralentissement de la vie économique du pays qui connaît actuellement sa quatrième année consécutive de récession. Mais il semble que c'est la crise du carburant que connaît actuellement le pays qui catalyse un certain mécontentement populaire. Par ailleurs, elle a été l'élément déclencheur de nombreux mouvements de protestation tels que la crise du *Peyi Lok* de 2019.

Le 11 septembre 2022, le Premier ministre Ariel Henry a fait une série de déclarations, dont l'annonce de la levée des subventions sur les produits pétroliers et *de facto* une hausse des prix à la pompe.

Le lundi 12 septembre, des manifestants ont dressé des barricades sur les artères des principales villes. Bien que le pays ait connu de nombreux mouvements d'agitation civile au cours du mois d'août, la soudaineté et l'intensité des événements ont pris de court la population et les organisations humanitaires.

L'ensemble du pays reste paralysé par des barricades et des manifestations spontanées. Aux abords des barricades, les voitures sont la cible de projectiles et des tirs d'armes à feu retentissent régulièrement à travers les villes. De nombreux commerces restent fermés. Des pillages et tentatives de pillage de commerces ainsi que des attaques de bâtiments privés et publics ont été signalés dans plusieurs villes du pays, dont Port-au-Prince, Gonaïves et Jérémie.

Malgré la présence de bateaux pétroliers prêts à assurer la livraison de carburant, les travailleurs du port de Varreux, point névralgique pour la distribution depuis la capitale, ne peuvent pas se rendre sur place pour décharger les cargaisons et aucun camion n'a pu quitter le terminal pétrolier pour assurer la distribution dans les points de vente depuis le 12 septembre. Par ailleurs, l'activité des gangs se trouve au cœur de la problématique de l'approvisionnement en carburant. Au-delà des barricades qui ont drastiquement limité les mouvements depuis plus d'une semaine, l'accès au port est actuellement empêché par l'activité des gangs qui bloquent fréquemment les axes routiers et l'accès aux terminaux.

Néanmoins, les activités formelles et informelles ont repris timidement dans la région métropolitaine le mercredi 21 et jeudi 22 septembre

IMPACT SUR LE CONTEXTE HUMANITAIRE

La situation impacte fortement l'accès de la population haïtienne aux services de base, accentue leurs vulnérabilités et limite fortement l'action des acteurs humanitaires.

Tandis que ces derniers font face à de sévères restrictions dans la mise en œuvre de leurs activités, le Plan de réponse humanitaire pour Haïti en 2022, qui vise à fournir de l'aide à 2,5 millions de personnes, est financé à moins d'un tiers. Face à la détérioration actuelle des conditions de vie, les partenaires craignent donc une aggravation de la situation des personnes les plus vulnérables. Le Centre Haïtien d'Encadrement et de Solidarité (CHES), qui intervient dans les départements de l'Ouest, des Nippes et du Sud, souligne que des personnes auparavant autonomes sont devenues vulnérables et vont nécessiter une aide humanitaire.

L'impact sur les services de base

Electricité

Près de 86% de l'électricité produite dans le pays repose sur les produits pétroliers. Si le pays rencontrait déjà des difficultés d'approvisionnement et de distribution du carburant, le blocage du terminal pétrolier de Varreux menace la production d'électricité du pays qui fonctionne actuellement sur ses réserves. Le rationnement de l'électricité est généralisé, sa fourniture n'excédant pas quelques heures tout au plus par jour. Cette situation a un impact considérable sur l'approvisionnement en eau, et sur les télécommunications à l'échelle du pays.

Télécommunication

Après plus d'une semaine sans réapprovisionnement en carburant, les services de télécommunications d'Haïti commencent à faiblir. Certaines zones perdent régulièrement leur couverture réseau et le phénomène semble s'amplifier chaque jour.

Eau

La disponibilité de l'eau potable dans les jours et semaines à venir est particulièrement préoccupante. Le 17 septembre, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement d'Haïti (DINEPA) a appelé à la mise en place d'un corridor humanitaire pour son personnel afin de lui permettre de rejoindre son lieu de travail en toute sécurité et d'assurer le fonctionnement des systèmes d'approvisionnement en eau. Compte tenu de la situation actuelle et de la pénurie critique de carburant, la DINEPA craint de ne pas être en mesure de faire fonctionner ses stations de pompage et de fournir de l'eau potable au pays, en particulier dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, et les grandes villes du pays. OCHA a contacté la DINEPA et travaille actuellement à identifier les moyens par lesquels l'ONU pourrait apporter son soutien et s'assurer que la distribution d'eau potable puisse continuer.

Education

Les difficultés pour financer la scolarité des enfants ainsi que l'impossibilité d'assurer leur sécurité dans ce contexte social difficile avaient déjà poussé le gouvernement à décaler la rentrée scolaire, initialement prévue pour le 5 septembre, au 3 octobre 2022. Par ailleurs, à 15 jours de la rentrée, de nombreuses écoles ont également été pillées.

Terre des Hommes, qui intervient dans les départements du Nord, de l'Ouest, de Grand'Anse, du Sud et du Sud-Est, a indiqué que les familles d'accueil des mineurs placés rencontrent de plus en plus de difficultés pour obtenir les biens essentiels et des fournitures scolaires pour la rentrée.

Santé

Tandis que l'accès aux services de santé est encore davantage compromis par les limitations de mouvement, les structures médicales pourraient être affectées par les fluctuations de l'approvisionnement en eau et électricité en particulier.

La surveillance épidémiologique est en cours dans tout le pays, étant donné le risque élevé d'épidémies, notamment de rougeole et de polio. L'OPS/OMS continue d'examiner les alertes, bien qu'avec difficulté en raison des problèmes de sécurité et de manque de carburant. La réponse à une épidémie d'anthrax dans le bétail, qui s'est également propagée à plusieurs cas humains, est en cours dans le département de la Grand'Anse. Trois cycles de vaccination de rattrapage et de supplémentation en vitamine A parmi les enfants de la zone métropolitaine de Port-au-Prince devraient commencer d'ici la fin septembre, mais pourraient être affectés par la situation actuelle.

Les contacts de MdM Argentine sur le terrain signalent une urgence grandissante dans la commune de Cité Soleil et de Bas Delmas, liée à une épidémie de gale (Sarcoptose) préexistante qui, à cause de la sédentarité et du climat lié à la tempête tropicale Fiona, se reprend rapidement au sein des ménages qui demandent de l'aide.

Les entités des Nations Unies soutiennent la salle d'opération de la maternité de l'Hôpital Universitaire de la Paix en fournissant des équipements et des fournitures permettant une gestion renforcée des complications obstétriques. Le Bureau de ONUSIDA et l'Équipe Conjointe sur le VIH viennent en appui au ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) avec une analyse rapide sur la continuité du traitement antirétroviral. Dans les trois départements de Ouest, Sud et Grand'Anse, un total de 72 507 personnes vivant avec le VIH (PVVHIH) sont actuellement sous traitement, dont 63% de femmes. Dans le seul département de l'Ouest, on estime que 51 303 personnes pourraient subir une interruption de traitement à cause de la situation, avec des conséquences graves sur la transmission mère-enfant, la hausse des infections au VIH, la résistance au traitement, la morbidité et la mortalité.

Cash

Depuis plusieurs mois, la population haïtienne, en particulier dans les zones de province, rencontre des difficultés pour retirer de l'argent liquide dans les banques. En effet, avec l'expansion des activités des gangs, le transport sécurisé des billets de banque est devenu extrêmement difficile et coûteux. Durant la première semaine des troubles sociaux, les banques ont choisi de garder portes closes et plusieurs ont été ciblées par des pillages. Alors que la liberté de mouvement a été particulièrement entravée, l'absence de *cash* pénalise la population qui essaie de se ravitailler et de reprendre ses activités économiques.

L'impact sur les personnes déplacées internes (PDI)

Manque d'accès aux services de base et l'aide humanitaire

Si les difficultés d'accès aux services de base renforcent les vulnérabilités de l'ensemble de la population haïtienne, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) souligne que les conditions de vie déjà désastreuses des populations déplacées par le tremblement de terre du 14 août 2021 (dans les départements du sud d'Haïti) et les violences de gangs (principalement au niveau de la ZMPP) se sont dégradées, plus particulièrement pour plus de 6 830 ménages vivant sur des sites spontanés (chiffres de la DTM pour août 2022).

A cause des barrages et des débris sur les routes, les partenaires et leurs fournisseurs (camion-citerne d'eau) rencontrent des difficultés à atteindre les bénéficiaires pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la nourriture et les soins de santé. Les populations vivant sur des sites devenus inaccessibles en raison de la dégradation de la situation sécuritaire se trouvent maintenant encore plus isolées et ont ainsi vu leur vulnérabilité augmenter.

Les 835 ménages vivant toujours dans les sites de déplacés formés à la suite du tremblement de terre d'août 2021 dans le sud du pays, et qui devaient bénéficier d'une aide en cash pour se reloger, se retrouvent dans l'impossibilité de recevoir des transferts monétaires. Ces familles vulnérables, déjà affectées par l'augmentation du coût de la vie et les difficultés d'approvisionnements, sont davantage fragilisées, avec un pouvoir d'achat pratiquement inexistant.

Solidarité International a informé que les 36 sites spontanés de déplacés de la ZMPP, qui souffraient déjà d'un manque d'assistance, ne reçoivent pratiquement plus d'aide depuis le 12 septembre, notamment au niveau des sites de la place Hugo Chavez (plus de 300 ménages) et de l'institut Monfort (plus de 2 000 ménages).

Eau et assainissement

Le manque d'eau potable, en particulier, est une préoccupation majeure en raison des limitations dans l'approvisionnement et l'accès aux sites. Bien que Solidarité International ait pu faire des livraisons d'eau de services les 19 et 20 septembre, le site Hugo Chavez est complètement coupé d'eau potable depuis déjà 6 jours. De plus, l'irrégularité dans l'approvisionnement en eau de services peut aussi être à l'origine d'autres problèmes sanitaires, des maladies de la peau ont d'ailleurs été signalées sur le site de la place Hugo Chavez. La fréquence des vidanges des latrines représente un défi dans un contexte d'accès fortement limité. Par ailleurs, afin d'assurer la gestion des déchets sur le site, les partenaires réfléchissent à des solutions pour aider à maintenir le site propre, telles que le lancement d'activités "argent contre travail" (Cash For Work) pour éviter que la situation ne devienne catastrophique.

Abris et sécurité alimentaire

Sur le plus grand site de déplacés recensé dans la ZMPP, l'institut Monfort, les conséquences sur les populations pourraient être désastreuses. En effet, l'évaluation multisectorielle du site Institut Monfort menée par la *Task Force* pour la Coordination et Gestion des sites de PDIs dans la ZMPP le 18 août dernier établissait déjà que le site était surpeuplé, avec des personnes déplacées logées dans des abris de fortune composés de matériaux souvent non-imperméables et à risque d'incendie, ou dans le bâtiment de l'école, qui n'a pas été partitionné. La situation alimentaire était préoccupante en raison d'une alimentation insuffisante et peu diversifiée, qui poussaient les déplacés à recourir à des stratégies de survie négatives, notamment la réduction du nombre de repas, la priorisation des enfants, l'emprunt de nourriture et la mendicité. A l'absence de sanitaires fonctionnels et d'eau potable s'ajoute le manque de produits d'hygiène générale et féminine.

Protection et GBV

Dans ce contexte considérablement détérioré, les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables. Dans les sites de la place Hugo Chavez et de Monfort, les partenaires ont souligné le manque d'éclairage et de mesures de mitigation des risques de violence sexuelle et basée sur le genre (VBG). Avant le 12 septembre, le site Hugo Chavez, comptait 95

femmes enceintes, dont 13 ont depuis accouché : cinq sur place, c'est à-dire sans accès à des soins de santé avant d'être transférées à l'hôpital, et huit à l'hôpital.

Par ailleurs, les migrants haïtiens qui ont été rapatriés sont incapables de rejoindre leur destination et n'ont pratiquement aucun moyen de satisfaire leurs besoins de base en logement, nourriture ou habillement. L'OIM, qui travaille à répondre à ces demandes, note que ce type de besoin n'était pas présent avant la crise.

L'impact sur les opérations

La plupart des partenaires humanitaires ont dû cesser toute activité sur le terrain. Beaucoup ont procédé à la réorganisation des modalités d'assistance pour apporter au moins l'assistance minimale aux populations ciblées par la réponse humanitaire. Certains en profitent pour avancer avec les suivis administratifs des projets. Dans de nombreux cas, ils ont activé les Plans de continuité des activités (Business Continuity Plans).

Cependant, beaucoup ont rapporté des difficultés pour accéder aux services bancaires et plusieurs régions du pays, dont la capitale, sont confrontées à de sérieux problèmes de communication. Il devient dès lors quasiment impossible de mettre en œuvre les opérations de transferts monétaires aux plus vulnérables. Les compagnies de téléphonie cellulaire et d'Internet sont incapables d'assurer la maintenance du réseau, ce qui affecte les capacités de télétravail. Par ailleurs, la situation renchérit le coût des opérations, grevant davantage le budget alloué aux activités humanitaires.

Pillages des stocks humanitaires

Bien que les protestations et les revendications sociales ne soient pas dirigées contre les partenaires humanitaires, ces derniers n'ont pas échappé aux violences. Ils sont régulièrement confrontés à des menaces de sécurité au milieu des troubles civils sur l'ensemble du pays. Plusieurs incidents et pillages ont été signalés. A Port-de-Paix, c'est le Centre d'opérations d'urgence départemental (COUD) qui a été pillé. Aux Gonaïves, entre autres, le COUD et les entrepôts de plusieurs organisations humanitaires, dont Caritas et le Programme alimentaire mondial (PAM), ont été attaqués et leurs stocks pré-positionnés volés. Les protestataires ont emporté 1 400 tonnes de nourriture du PAM destinés aux programmes d'alimentation scolaire et aux familles et enfants les plus vulnérables d'Haïti, et ont mis le feu aux bureaux adjacents à l'entrepôt. Le personnel n'a pas été directement visé. Toujours aux Gonaïves, 2 000 kits de fournitures non alimentaires (NFI) de l'OIM ont été dérobés du dépôt du PAM. Des manifestants ont également pillé l'entrepôt de l'ONG Caritas et attaqué le bureau de l'UNOPS. A Jérémie, de violentes tentatives de pillage d'entrepôts ont été signalées par GOAL et confirmées par ACTED, CRS et CARE. Le bureau du PNUD y a été pillé. Le PAM a également dénoncé des pillages dans ses entrepôts situés aux Cayes le 21 septembre. A Port-au-Prince, des individus ont jeté des pierres et tenté de pénétrer dans les locaux de l'UNOPS, tandis qu'un véhicule du PNUD a été vandalisé à Pétiion-Ville, un quartier de la capitale.

Le 7 septembre déjà, des individus armés avaient pillé le Centre d'opération d'urgence départementale de la Grand'Anse, le vidant de l'ensemble des stocks et équipements prépositionnés pour les réponses de contingence.

Défis logistiques

Les organisations humanitaires, qui subissent également la pénurie de produits pétroliers, disposent de ressources très limitées en carburant. En effet, celles qui détenaient un stock de contingence ont dû y avoir recours notamment durant le mois d'août sans possibilité de les reconstituer. Les partenaires humanitaires peuvent habituellement compter sur le soutien du PAM qui dispose de réserves de carburant à disposition de la réponse humanitaire. Cependant, la quantité de carburant fournie par le PAM aux partenaires au mois d'août a dépassé la quantité totale des sept derniers mois et les réserves à la fin du mois d'août ne représentaient plus que 50% des capacités de stockage. Au vu des difficultés de réapprovisionnement, le PAM a dû mettre en place un système de priorisation des approvisionnements pour les activités opérationnelles et les réponses d'urgence.

Concernant la logistique et le transport, le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) est opérationnel malgré les difficultés récurrentes de financement. Cependant, le service de transport maritime assuré par le PAM afin de permettre le pré-déploiement du personnel et le prépositionnement des stocks est suspendu en raison du contexte sécuritaire volatile dans les zones portuaires. Par ailleurs, les routes nationales 1 et 2 qui connectent la capitale au nord et au sud du pays sont bloquées.

Préparation et réponse aux catastrophes

Le 20 septembre, les autorités haïtiennes ont levé l'alerte jaune concernant le passage de l'ouragan Fiona. Cependant, les informations sur un possible impact des fortes précipitations et vents violents dans le nord et le nord-est du pays ne sont pas encore disponibles. Les agences des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires ont consolidé les dernières informations sur les stocks d'urgence disponibles et restent en attente, prêtes à soutenir les évaluations rapides post-catastrophe et apporter une réponse.

Par ailleurs, Haïti reste en alerte concernant la formation potentielle d'une autre dépression tropicale dans la région dans les prochains jours.

Alors que la saison des ouragans dans l'Atlantique Nord entre dans sa phase la plus active, les partenaires humanitaires soulignent la nécessité de procéder au restockage des magasins de fournitures, en particulier ceux qui ont été pillés, pour pouvoir faire face à une éventuelle catastrophe.

Contacts :

Christian Cricboom, Chef de bureau, cricboom@un.org
Elsa Bedouk, Chargée de l'information publique, elsa.bedouk@un.org